

DOSSIER JUDICIAIRE.

PRÉVENUS :

GASOBANE

travailleux contracté à la Strigleham

PRÉVENTIONS :

a entremise de sa femme  
fri à ses obligations contractuelles  
et 87 décret du 26 mars 1922

TÉMOINS :



Jugement du

29 mars 1921

Demande de révision du :

Mandat d'...

PEINES.

S. P. P. :

2 mois

FRAIS :

2

Frs.

Delai

2 mois

C. P. C. :

2 fois

AMENDE :

50

Frs.

Delai

2 mois

S. P. S. :

10 fois

DOMAGES - INTERETS : Frs.

Delai :

C. P. C. :

EXÉCUTION.

Entré en détention le

29-11-1921

Sorti le

Payé le

quittance n°

Entré le

Sorti le

Payé le

quittance n°

Entré le

Sorti le

Payé le

quittance n°

Entré le

Sorti le



Feuille d'audience et de jugement.

Nous soussigné

Jauru R. F.

siégeant comme Juge de Police en audience publique à

Rukerengui

le

19 novembre 1982

en cause du

M. P. entre le

nommé

GACOBANE, marié, fils de Redendou,

et de Ngiamihale, domicilié à la colline Gagne, 2/4 de

Provinciers chef de canton, territoire de Rukerengui, Travailleur

prévenu d'avoir à

Rukerengui, spécialement à Jauru, plantation de

caféiers et de mangifères entre autres à des obligations

contractuelles de son contrat de travail.

fait par lui l'ad. 47 du décret du 16 mars 1982

Nous avons été assisté de

Le prévenu est présent ; il comparait

(volontairement), (sur citation), (sur sommation verbale),

Nous avons entendu successivement et sous la foi du serment le nommé

Q: Vous avez écrit un contrat d'engagement qui nous a déclaré  
de fournir des services ?

R: Oui, un contrat d'un an.

Q: Votre engagement de fournir des services vous a-t-il  
depuis lors, vous en avez des services ?

R: J'ai été à l'hôpital

Q: J'ai vu le bureau de la loi vous a-t-il ?

R: Oui, un billet de l'administration.

Remarque: Sur le billet nous constatons que la  
commune a reçu des injections de pénicilline  
pour soigner une rhumatisme. Pour constater  
la injection en fait, s'écoulant de l'administration au  
20 octobre 1982

Q: Le fait de faire soigner pour obtenir le moyen de travail  
vous a-t-il permis de travailler et surtout de



Nous avons entendu ensuite le prévenu en ses dires et moyens de défense présentés par lui-même.

Le système de défense consiste à dire que

l'obligation d'avoir bon emploi. En réalité, me montre que bon avec délibérément mis fin à tout contrat en ne fournissant pas à tout travail.  
R: Pas de réponse.

Attendu qu'il résulte des débats à l'audience que le prévenu ~~est~~ a contrevenu de mauvaise foi à ses obligations contractuelles en s'absentant du travail pendant une période excédant de trois mois, excipant, sous la dictée des parents en disant que pour éviter un chômage.  
Attendu que les travailleurs contractés pour l'entretien constant des renseignements d'un comportement délictueux.  
Le condamnons du chef de contrevention à ses obligations contractuelles.

Le renvoyons des poursuites du chef de

Soit au total à deux mois jours de servitude pénale principale,

à une amende de cinquante francs, ou en cas de non paiement de cette amende dans le délai de deux mois jours, à dix jours de servitude pénale subsidiaire,

Aux paiements des frais du procès s'élevant à vingt et un francs, ou en cas de non

paiement de ces frais dans le délai de deux mois jours, à deux jours de contrainte par corps.

Ordonnons le retour au travail à l'exécution de la peine.  
En statuant d'office sur les intérêts de la partie lésée, condamnons le nommé

à

faute de s'exécuter dans le délai de jours à jours de contrainte par corps.

Prononçons la confiscation de (ou la main levée de la saisie).

Ainsi jugé et prononcé en audience publique à

29 novembre 1961

Le Juge de Police,

Etat des frais

P. V. O. P. J.

Citations

Audience

Jugement

Total : 21 francs

TERRITOIRE DE KUHENGARI.

N° 9728 / M.O.I.3.

A

Kuli S/chef Rwamukera.....

Ndakumenyesha ko ugomba gushaka uyu muntu wacitse contrat; wamubona ukamuzana. Kandi ntuzibagirwe gushyira N° y'uru rupapuro kurwo uzohereza.

Izina GASOBANE

SENDENDEKE

Nyina NYARAKIRAKOUmusozi NYAMUKIRAAkora kwa Bwana STINGLHAMBER

Kuhengeri, le 22 novembre 1951.

L'Administrateur de Territoire,


 R. GAUBIN.

26 20/11/51  
Reçu le 26/11/51

PLANTATION DE GA IZA

Ruhengeri

le 21 novembre 1951

Monsieur l'Officier de Police Judiciaire  
Ruhengeri.

Monsieur;

J'ai l'honneur de porter plainte contre le travailleur  
dont le nom suit pour

ABSENCE AU TRAVAIL DURANT TOUT LE MOIS D OCTOBRE  
D OCTOBRE 1951

Nom **E ASUBANE**

Père **NDENDERE**

Mère **NYARA MIRARO**

s/chefferie **RYAMIRERA**

chefferie

Chef de Province **KAMARE**

*Il est le père  
de son fils*

Veuillez croire, Monsieur l'Officier; en l'expression de ma considération distinguée.

*[Signature]*



# ATTESTATION DE LA REMISE DU CONDAMNÉ.

L'an mil neuf cent cinquante et un, le 29-11-1951

Le soussigné, gardien de la prison de Boulogne

déclare que le nommé CASOBAYE

a été déposé en la dite prison et que son entrée a été inscrite au registre d'écrou, sous le N° 5499

Date d'incarcération 29-11-51

Le Gardien,

Date de sortie : fin de S. P. P. 28-1-52

fin de S. P. S. 7-2-52

fin de C. P. C. 9-2-52

